L'argent pour ou contre les hommes

On peut distinguer, pour les caractériser de façon très sommaire, le tournant de longue période vers la longue phase de difficultés de 1967 à 1974 environ, la première phase moyenne intermédiaire de 1975 à 1982 environ, puis la deuxième qui s'achève au début des années 1990.

A partir des difficultés profondes et durables de la rentabilité des capitaux dans la production, vont graduellement s'affirmer, en liaison avec des modernisations destructrices au plan social :

— les tendances nouvelles à l'insuffisance de la demande globale, freinant la croissance réelle ;

— les exigences des capitaux sous forme d'argent concernant la hauteur des taux d'intérêt et la croissance des placements financiers ;

— la pression pour briser les résistances des travailleurs et des populations, avec notamment la progression du chômage massif.

La politique monétaire et financière des Etats ainsi que les gestions d'entreprises se modifient, après le TOURNANT, pour répondre à ces exigences capitalistes dans leur BRAS DE FER avec les salariés et les populations qu'elles arrivent à faire plier, avec leur DECHAINEMENT, tout particulièrement dans les années 1980, en débouchant sur la gravité nouvelle des contradictions de la crise systémique et de ses cercles vicieux des années 1990.

Nous ne traiterons, dans ce numéro, que le « tournant », le « bras de fer » et le début seulement du « déchaînement ».

II - Systèmes et processus monétaires et financiers, selon les phases de période moyenne du début de la crise systémique jusqu'aux années 1990

1. LE « TOURNANT » VERS LA LONGUE PHASE DE DIFFICULTES : INFLATION ACCELEREE, DEBUT DE LA CROISSANCE FINANCIERE ET DU CHOMAGE MASSIF (1967-1974)

1. ACCELERATION DE L'INFLATION, EXPRESSION DES DIFFICULTES DURABLES DE LA RENTABILITE dans la production et de la PRODUCTIVITE CAPITALISTE.

A partir de 1967 environ, l'inflation compensée et modérée (de la longue phase de croissance forte et soutenue d'après-guerre) commence à faire place à une inflation accélérée et importante dans tout le monde capitaliste.

Elle exprime les difficultés désormais durables du taux de profit dans la production et la suraccumulation de capital profonde, de longue période.

Dans les conditions de la technologie de l'époque, d'un côté, on a assisté à l'élévation du rapport « capital/produit », capital matériel/valeur ajoutée, (ou de la composition organique des capitaux, « travail mort/travail vivant ») ou baisse de l'efficacité des capitaux, soutenue et manifeste en France surtout depuis 1964. Cela tendait à accélérer la productivité apparente du travail vivant, tout particulièrement pour faire face aux pressions démographiques sur le taux d'exploitation (élévation de la population inactive, enfants, femmes retirées du travail et vieux par rapport à la population active). Mais la baisse de l'efficacité des capitaux en valeur ajoutée est devenue tout à fait excessive. Et, d'un autre côté, on a assisté au freinage de la croissance de la part des profits par rapport à celle des salaires (ou de l'élévation du taux de plus-value, « plus-value/salaires productifs ») du fait de la montée de l'exploitation, devenue elle aussi excessive dans les conditions sociales et techniques données.

D'où les difficultés nouvelles durables de la rentabilité des capitaux dans la production, exprimant la crise de la progression de la productivité du travail et se manifestant d'abord par l'inflation accélérée. Celle-ci manifeste LE PRELEVEMENT DE L'ACCUMULATION DE CAPITAL, GRACE AUX CREDITS anticipant les profits mais dépassant désormais les limites des profits possibles en valeur (notamment par les crédits d'équipement à moyen terme des banques mobilisables en monnaie auprès de la Banque de France). Ce prélèvement inflationniste de l'accumulation des capitaux va de pair avec L'ELEVATION DES PROFITS PAR LA HAUSSE DES PRIX GENERALISEE.

L'inflation accélérée exprime aussi, dans ce cadre, les excès des financements de type public, qu'il s'agisse de gaspillages ou tout au moins de financements devenus intolérables pour la rentabilité capitaliste aux bases fondamentales en crise, que cela concerne les financements de l'accumulation matérielle privée ou publique ou encore ceux de dépenses sociales.

Déclenchée dès 1967, l'inflation accélérée va s'amplifier jusqu'à dépasser les 10 % au début de 1973, entraînant alors la crise du système monétaire international (dévaluations du dollar lui-même après celles de la livre, du franc, etc., puis flottements des monnaies, etc.). La hausse massive du prix du pétrole (sans parler des autres matières premières) va intervenir seulement à partir de l'automne 1973, contrairement aux prétendues explications de la crise par le « choc pétrolier ». La hausse des prix du pétrole, essentiellement conséquence de l'inflation accélérée et de ses causes fondamentales, ainsi que d'ailleurs des excès relatifs des consommations pétrolières, va aggraver à son tour (sans plus) les facteurs de hausse des prix (et de gaspillage des consommations matérielles) dans la production. Elle n'entraîne ainsi que le renforcement des difficultés de la rentabilité et de la surproduction de 1974-1975, déclenchées par le fait que les salaires et les revenus fixes ne suivent pas l'inflation accélérée des prix.

2. DECLENCHEMENT DE LA CROISSANCE PROPREMENT FINANCIERE en or, devises et titres.

Dès mars 1968, la convertibilité fixe du dollar en or (depuis la dévaluation de 1934) n'est plus soutenue sur le marché libre (en dehors des relations entre banques centrales) où le prix de l'or commence à s'élever. De 35 dollars l'once d'or fin, il va monter graduellement

(jusqu'à dépasser, par la suite, les 350 dollars avec des pointes bien au-delà). Le dollar est officiellement dévalué une première fois à la fin de 1971.

Face à l'inflation accélérée, qui fait fondre les capitaux monétaires et rendre les taux d'intérêt réels négatifs (du fait de la diminution de valeur des remboursements), mais aussi face aux difficultés durables de la rentabilité de l'accumulation du capital productif, l'accumulation en or se déchaîne. Elle pousse la hausse du prix de l'or, qui la renforce à son tour, en vue des profits faciles de la spéculation à la hausse de l'or, comme dans les longues phases de difficultés historiques précédentes.

Mais la croissance financière présente déjà et va de plus en plus présenter des caractères nouveaux très originaux.

C'est d'abord l'ampleur extrême de l'accumulation en DEVISES et de la spéculation sur les devises, pour relever la rentabilité des capitaux de façon financière, avec la tornade des capitaux flottants et l'expansion des « euro-dollars » (ou dollars créés par les prêts redéposés dans les banques en Europe, à partir des dollars sortis des Etats-Unis, ainsi démultipliés).

Cela va être ensuite l'accumulation de CREANCES PRIVEES ET PUBLIQUES durables, d'une ampleur sans précédent. Elle va devenir désormais bien plus importante que l'accumulation en or. On doit cependant distinguer (de façon simplificatrice) les créances correspondant à des crédits des banques et institutions financières, crédits non négociables qui restent encore très importants et les TITRES « NEGOCIABLES » sur les marchés qui vont exploser par la suite, surtout dans les années 1980.

3. DEBUT DU CHOMAGE MASSIF sous la pression de la rentabilité financière et des nouvelles technologies.

Le chômage massif et durable commence aussi à monter vers 1966-1967. Il est lié d'abord au remplacement plus rapide des hommes par des machines. Mais il va se relier évidemment à l'inflation accélérée et à la croissance proprement financière amplifiée.

L'inflation accélérée contribue à déclencher une tendance nouvelle à des insuffisances de demande et à des surproductions plus fortes (à travers laquelle éclatent même pour les profits en prix les difficultés effectives de la rentabilité). Cela entraîne le freinage de la croissance de la production, et pousse au chômage durable. Avec le mélange nouveau d'inflation accélérée, de freinage ou de stagnation de la croissance et de l'emploi, on parle alors de STAGFLATION.

La croissance financière qui grandit — stimulée par la recherche de la rentabilité financière en dehors de la production — commence à freiner aussi les investissements en moyens matériels, favorisant le freinage de la croissance réelle et le chômage nouveau.

Plus profondément, les tendances réelles de fond commencent à s'opposer à celles de la longue phase antérieure de tendance à l'essor. En liaison avec le freinage de la progression de la productivité, la baisse de l'efficacité des capitaux et avec les surproductions plus fortes, c'est le début de la tendance à rechercher non seulement à élever la part du profit dans la valeur ajoutée, de façon nouvelle, mais à réduire le rapport « moyens matériels/valeur ajoutée », c'est-à-dire à relever l'efficacité des capitaux en vue de relever la rentabilité.

Ainsi, l'insuffisance nouvelle de la demande globale, ne renvoie pas seulement à la pression du chômage massif sur les salaires et les conditions de travail, ou à celle de la croissance financière sur les investissements productifs. Cela renvoie aussi aux nouvelles technologies commençant à économiser massivement le travail présent mais aussi le travail passé incorporé dans les moyens matériels, pas seulement l'énergie ou les matières, mais les équipements eux-mêmes. Cependant, cette ECONOMIE MASSIVE NOUVELLE DU TRAVAIL TOTAL entraîne le chômage massif. Plus précisément, cela s'oppose aux tendances caractéristiques de la longue phase de tendance à l'essor, où la hausse relative du profit dans la valeur ajoutée, par rapport aux salaires, était compensée, du point de vue de la demande globale, par la hausse des moyens matériels nécessitée pour produire la même valeur ajoutée.

Désormais, à l'échelle du monde capitaliste, à la hausse relative des profits dans la valeur ajoutée, commence à correspondre une tendance à l'économie de moyens matériels avancés par rapport à la valeur ajoutée produite. D'où l'insuffisance des débouchés pour les profits produits et la tendance dominante à l'insuffisance de la demande globale et à la SURPRODUCTION (malgré le maintien de hauts et de bas de la conjoncture de moyenne période), entraînant le freinage de la croissance réelle et surtout le chômage durable massif, ainsi que les PLACEMENTS FINANCIERS DES PROFITS.

D'ailleurs, le freinage de la croissance du produit et la tendance à la surproduction vont tendre à relever périodiquement le rapport « capital/produit », sur les capitaux nouvellement installés, contrariant de premiers abaissements liés aux nouvelles technologies, en s'opposant encore à la rentabilité dans la production et à l'emploi. Ainsi commencent à être à l'œuvre les CERCLES VICIEUX de la crise systémique, sur lesquels nous reviendrons plus loin.

Cette conjonction de tendances dépressives longues a déjà caractérisé les longues phases de difficultés antérieures, comme celle de l'entre-deux-guerres. Mais désormais, par hypothèses, de nouveaux processus contradictoires vont bientôt intervenir, en liaison avec les conditions sociales et technologiques originales de la crise systémique. D'une part, va se révéler une tendance à l'aggravation considérable des facteurs dépressifs de la DEMANDE GLOBALE, en liaison avec la progression des services relativement à l'industrie et du niveau « moyen matériels/valeur ajoutée en prix » plus basse en règle générale pour les services même très modernes. D'autre part, va intervenir une tendance à un certain soutien nouveau de la demande globale par le FINANCEMENT DE TYPE PUBLIC — en même temps que l'endettement de l'Etat devient une composante massive de la croissance financière — notamment pour la recherche-développement, et aussi la formation et la santé malgré tous les efforts de freinage et l'opposition du chômage massif à la croissance des ressources correspondantes. D'où positivement et négativement des exigences de transformations bien plus profondes. Cependant, ces tendances nouvelles vont caractériser les phases intermédiaires ultérieures de la crise systémique, et surtout celle des années 1980.

2. PHASE INTERMEDIAIRE DE 1975 A 1982 : « BRAS DE FER » INFLATIONNISTE ENTRE LA CROISSANCE DES CAPITAUX FINANCIERS ET LES RESISTANCES SOCIALES AINSI QUE DES INSTITUTIONS TRADITIONNELLES

1. POURSUITE DE L'INFLATION amplifiée et tendant à s'accélérer ; SUPPRESSION DE LA DEFINITION OFFICIELLE DES MONNAIES EN OR.

L'inflation amplifiée se poursuit et même elle redouble. Ainsi, le taux d'inflation aux Etats-Unis atteint 14 % à la fin de 1979 et les dépasse même au début de 1980, il atteint environ 12 % en France en 1981.

Dès 1976, un amendement aux statuts du FMI entraîne la suppression des prix officiels de l'or ou plus précisément de la définition officielle des monnaies par rapport à l'or. La non-convertibilité du dollar (monnaie internationale de fait) en or est ainsi institutionnalisée. Tandis que sont étendus les DROITS DE TIRAGES SPECIAUX (instaurés en 1969 et mis en pratique dès 1970) des Etats participant au FMI en devises des autre pays, au-delà de la tranche or de leur quote-part et sans obligation de remboursement pour 70 %. Le DTS, défini comme un panier de monnaies symboliques (où dollar et deutschmark représentent ensemble 45 %) va devenir l'ETALON OFFICIEL des monnaies. Une série d'allocations de DTS, la dernière à ce jour datant de 1981, va permettre notamment des tirages de dollars de divers pays. Avec la hausse des prix des produits pétroliers, on assiste à la montée des recettes en dollars, fortement excédentaires des pays pétroliers, déposées dans les banques qui recyclent ces « pétro-dollars » et développent encore les « Euro-dollars ».

Avec son inflation accélérée, cette phase intermédiaire va s'achever par une nouvelle chute du dollar, de 1977 à 1979-1980, relativement aux autres monnaies importantes (deutschmark et yen), tandis que, en réaction, se met en place L'ECU, comme unité représentative d'un PANIER DE MONNAIES européennes flottant de concert avec le deutschmark.

2. Montée très forte de L'ENDETTEMENT DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT et début de montée des ENDETTEMENTS PUBLICS de tous les pays.

Avec la montée des prix des produits pétroliers jusqu'en 1981-1982 ou des autres matières premières jusqu'en 1977 environ, les besoins d'équipements des pays en voie de développement en général, ainsi qu'avec la recherche de la VENTE A CREDIT CONTRE CREANCES, du fait des débuts de freinage des débouchés dans les pays développés, les CREANCES ACCUMULEES sur les pays en voie de développement vont connaître une explosion. Il s'agit surtout de crédit à l'exportation, en grande partie garantis par les Etats via des institutions publiques, ou de prêts bancaires consentis par les banques privées, mais aussi des aides publiques. Il s'agit en règle générale de prêts onéreux et sur des achats assez souvent d'intérêt douteux concernant surtout des acheteurs publics.

La France se distingue tout particulièrement avec 8,6 milliards de dollars pour la seule année 1979. Mais il faudrait aussi considérer les importants investissements directs de certains pays, notamment en Asie du Sud-Est, ceux des Etats-Unis ou du Japon. A la fin de la phase intermédiaire, le RATIO DES INTERETS sur les EXPORTATIONS fait un bond de 1978 à 1981 dans les pays en voie de développement non pétroliers et les risques de CREANCES DOUTEUSES sur les pays en voie de développement deviennent considérables pour les banques privées prêteuses. Le service de la dette (intérêts + remboursements) va commencer à écraser de nombreux pays en voie de développement et pays en voie d'industrialisation (comme la Pologne).

L'endettement des Etats, des secteurs publics et caisses publiques de l'ensemble des pays, y compris les pays les plus développés (Etats-Unis, Japon, Allemagne fédérale), commence à connaître un essor considérable dans une même phase intermédiaire. Les emprunts publics se développent, y compris à l'extérieur, en France et en Angleterre. En France (compensant dans une certaine mesure les crédits à l'extérieur), ils ont notamment été le fait des entreprises publiques (EDF, SNCF, RATP) et des caisses publiques (Caisse des télécommunications, caisse des autoroutes, etc.). Et, à la fin de la sous-phase, l'excès d'endettement y affecte tout particulièrement les entreprises publiques, quoique aussi certaines grandes entreprises privées.

3. EXPLOSION INFLATIONNISTE de tous les prélèvements : bras de fer entre les EXIGENCES DES CAPITAUX FINANCIERS et les EXIGENCES SOCIALES ou les RESISTANCES DES INSTITUTIONS traditionnelles favorisant des crédits avantageux pour la croissance réelle.

Les capitaux qui s'accumulent de façon financière en or, en devises, en titres participent eux aussi (par leur progression et leurs prises spéculatives) à l'inflation accélérée déclenchée et encore entretenue par les limites de la rentabilité dans la production, qu'on s'efforce de dépasser grâce au crédit poussé par toutes les institutions para-publiques. Malgré les pressions exercées par le chômage massif grandissant (tandis que l'emploi continue à progresser mais au ralenti) et les premiers efforts de nouvelles technologies avec la REVOLUTION DE LA MICRO-ELECTRONIQUE (entraînant la chute extraordinaire des prix des composants électroniques dans les années 1970), l'inflation amplifiée perdure. D'ailleurs, les débuts de la baisse du rapport « capital/produit » sont beaucoup moins sensibles en France par exemple qu'aux Etats-Unis ou en Allemagne et surtout au Japon ou en Asie du Sud-Est, tandis qu'il peut continuer à s'élever dans de nombreux pays en voie de développement, sans parler des pays se réclamant du socialisme, dont les importations et les endettements progressent.

La hausse des prix des produits pétroliers et des matières premières, et le gonflement des crédits aux pays en voie de développement, avec des créances accumulées non remboursées, participent aussi des gonflements inflationnistes, et de la poursuite des dépenses faciles de tous ces Etats, malgré la croissance de la production de ces pays.

Tandis que la croissance de l'emploi salarial est déjà sensiblement freinée et que le chômage progresse, les DEPENSES DE LA PROTECTION SOCIALE, d'ailleurs sollicitées de façon nouvelle dans les conditions de la crise (y compris par les allocations chômage), loin d'être réduites, doivent exploser en pourcentage de la croissance économique d'ensemble sous la pression du freinage de la croissance réelle du PIB et des exigences sociales nouvelles, sans compter la pression du gonflement des prix. Elles croissent de 1973 à 1980 à un taux annuel moyen de 6,6 %, c'est-à-dire à un taux qui est 2,5 fois le taux de croissance du PIB. Alors que la part de la dépense de protection du PIB ne croît que de 1 point de 1967 à 1973, elle croît de 10 points en 1973-1980, d'où l'éclatement de la crise de son financement.

Il faudrait aussi considérer les DEPENSES PUBLIQUES NOUVELLES de soutien des groupes privés et notamment de la RECHERCHE-DEVELOPPEMENT. Par ailleurs, les institutions financières semi-publiques ne sont pas encore complètement dominées par la croissance des marchés financiers et leurs opérations traditionnelles de crédit résistent encore dans une certaine mesure. Même les nationalisations nouvelles au tout début des années 1980 en France, au Mexique et au Portugal participeraient, au fond, des tentatives de résistances des financements publics de type antérieur face aux difficultés nouvelles (y compris par les financements publics répondant à l'endettement des entreprises nouvellement nationalisées) avant d'être remises en cause par les privatisations.

Dans les conditions de ce bras de fer, les capitalistes détenteurs de capitaux monétaires et financiers vont exercer des PRESSIONS extrêmes en faveur de leurs

accumulations et de leur rentabilité. C'est ainsi qu'ils se DEPLACENT sur d'autres monnaies (pour conserver leur pouvoir de placement et pour spéculer) comme le yen, le deutschmark et aussi avec la création de l'écu. Les TAUX D'INTERET NOMINAUX (pour attirer et retenir les capitaux financiers notamment) vont s'élever de façon extraordinaire : à 13 % en 1979, ils vont atteindre 14 % pour les sept grands pays de l'OCDE en 1981 (les taux d'intérêt des fonds fédéraux des Etats-Unis dépassent 18 % fin 1980). Et déjà les TAUX D'INTERET REELS (inflation déduite) négatifs de 1973 à 1976, vont tendre à s'élever très sensiblement du moins de 1979 à 1981 (jusqu'à 6 % pour les mêmes pays), sous réserve de leur écrasement lié à la dernière inflation extrême de 1978-1979.

Le déplacement et même la fuite des capitaux ainsi que les DEVALUATIONS DE FAIT DES MONNAIES vont finir par exercer une pression d'autant plus forte sur les politiques des Etats, déjà contraints par les exigences grandissantes de rentabilité financière de leurs capitalistes, que leur endettement commence à croître de façon importante, y compris à l'extérieur.

On comprend ainsi le passage à la phase intermédiaire suivante, qui va connaître notamment des politiques des relèvements des taux d'intérêt réels, de promotion formidable du marché financier, de réduction relative des liquidités bancaires et une pression considérablement accrue sur les travailleurs et les populations. En même temps, les cercles vicieux de la crise systémique vont se renforcer considérablement.

3 - PHASE INTERMEDIAIRE DE 1982-1993 : « DECHAINEMENT » DES ANTAGONISMES ENTRE « INFLATION FINANCIERE DES CAPITAUX » ET « DEFLATION SALARIALE », MODERNISATION CONTRE LES HOMMES ET AGGRAVATION DES CERCLES VICIEUX

1. LES CERCLES VICIEUX DE LA CRISE SYSTEMIQUE SE RENFORCENT et prennent déjà des CARACTERES ORIGINAUX :

Les cercles vicieux de la crise systémique sont déjà à l'œuvre dès son tout début, avec la conjonction, à l'échelle du monde capitaliste, des tendances nouvelles au relèvement de la part des profits relativement aux salaires, dans la valeur ajoutée et à l'abaissement du rapport « capital matériel/valeur ajoutée », poussant à la dépression relative de la demande globale.

Cependant, désormais, la dimension financière de ces cercles vicieux va se renforcer considérablement avec notamment la tendance à l'élévation très forte des taux d'intérêts. Ces cercles vicieux concernent, à la fois, l'attaque obsessionnelle contre les charges salariales et l'obsession de la croissance proprement financière des capitaux, s'entretenant l'une l'autre, pour répondre aux exigences de la rentabilité financière des capitaux dans les conditions nouvelles, économiques et technologiques.

Les efforts de réduction des CHARGES SALARIALES contribuent à :

— la dépression de la DEMANDE GLOBALE et la tendance à son insuffisance relative (en liaison avec la tendance à l'abaissement des rapports « capital/produit ») ;

— l'insuffisance de la QUALIFICATION de la force de travail relativement aux exigences nouvelles ; d'où à la fois les freinages de la hausse de la productivité, les pressions à l'exclusion des travailleurs, les pressions redoublées contre les salariés ;

— la diminution relative des dépôts non coûteux des salaires dans les banques, poussant à la hausse des taux d'intérêt bancaire et aux limitations de la création monétaire non inflationniste ; ce qui relance encore les pressions contre la croissance réelle et encore plus contre l'emploi.

Ainsi, la réduction massive des charges salariales renforce, en définitive, les difficultés à l'échelle de toute la société et pousse à de nouvelles réductions des charges salariales.

Mais aussi sont tout à fait complémentaires de ces tendances dépressives se renforçant elles-mêmes, les efforts pour :

— accroître le capital placé en devises et en titres de façon plus ou moins spéculative et pour toutes les spéculations (immobilières, etc.) et pour utiliser les capitaux des marchés financiers pour les budgets publics ;

— utiliser le marché financier pour contrôler de vastes ensembles d'entreprises (en liaison avec les surprofits des avancées technologiques et l'étalement des dépenses correspondantes) ;

— utiliser des nouvelles technologies de façon prédominante pour précariser les emplois et remplacer de façon brutale les hommes par des matériels (au lieu d'améliorer aussi les conditions de travail, y compris en en réduisant sa durée normale) sous la pression des charges financières.

La question du sous-emploi et de la croissance financière est au centre des cercles vicieux en question. La limitation de l'emploi renforce l'insuffisance relative de la demande salariale qui tend à renforcer l'insuffisance de la rentabilité dans la production, laquelle renforce l'accumulation financière, tandis que celle-ci tend à freiner encore à son tour la production réelle et que les charges financières accrues dans la valeur ajoutée font encore pression sur les charges salariales et l'emploi.

Les nouvelles technologies des débuts de la révolution informationnelle et de l'achèvement de la révolution industrielle tendent à renforcer considérablement ces cercles vicieux mais aussi déjà à présenter des exigences sociales nouvelles.

D'un côté, les nouvelles technologies (y compris la progression des services relativement à l'industrie) renforcent l'abaissement du rapport capital matériel/valeur ajoutée en prix et l'éviction du travail vivant et donc toutes les tendances dépressives.

D'un autre côté, les exigences sans précédent de progression non seulement des dépenses de recherche-développement mais des dépenses de capacité de tous les êtres humains pousse les antagonismes de la soumission à la rentabilité financière.

D'une part, on utilise, pour les nouvelles technologies, la croissance financière beaucoup plus forte (du fait des profits disponibles avec les nouvelles économies matérielles). Ainsi, par les prises de contrôle financier on peut partager des coûts de recherche (en contrôlant de vastes ensembles). Ou encore, on cherche à valoriser et prélever par les cours boursiers gonflés les dépenses dites « immatérielles » nouvelles.

Mais d'autre part, les charges financières accrues ou la recherche accrue des produits financiers renforcent l'insuffisance de l'emploi et du développement des capacités humaines : ce qui diminue les débouchés, l'efficacité, les ressources du crédit bon marché pour les nouvelles technologies. Tout cela aggrave donc l'antagonisme classique entre « capital financier » et « développement des populations » de façon considérable. Et aussi cela pousserait beaucoup plus que par le passé à des créations sociales transformatrices, pouvant commencer à introduire de nouvelles régulations. ■

Paul Boccara